



CN des 18 et 19 mars 2025

Texte action École Émancipée

Ici et ailleurs, résister au basculement réactionnaire

Après la volonté d'humiliation de Zelensky, la communauté internationale s'affole sur les dangers que représente Trump. Il était temps ! Depuis janvier, les annonces sidérantes s'enchaînent et les premières mesures prises inquiètent à juste titre les associations sur le plan sociétal (décrets contre l'immigration, contre les personnes trans, discours virilistes) , les écologistes sur le plan environnemental (sortie de l'Accord de Paris sur le climat, attaque sans précédent contre la recherche scientifique au nom de la lutte contre les "wokes"), comme les entreprises sur le plan économique (augmentation des droits de douane sur lesquels il rétropédale déjà en partie). C'est un idéal d'extrême droite qu'il décline, comme l'illustre son entourage (nous avons tous-tous en tête les images de Musk et Bannon faisant un salut nazi). Empruntant toujours plus le chemin du fascisme, Trump et Elon Musk démantèlent et musellent les services publics. Ils menacent à présent de démanteler le ministère de l'éducation...tenu par une ex-championne de catch, tout un symbole.

Ainsi, Trump profite de la situation de dépendance militaire de l'Ukraine pour la rançonner sur ses terres rares et dévoiler sa volonté prédatrice sur les ressources du pays. L'Ukraine est donc prise en étau entre l'invasion russe qui vise à conserver le pays dans le giron de sa domination géopolitique en essayant de mettre à sa tête un dirigeant favorable à ses intérêts, et de l'autre les USA qui comptent tirer parti de la situation. Une situation très difficile pour l'Ukraine comme pour le reste de l'Europe qui sont très dépendants des Etats-Unis et qui se trouvent menacés par un accord inter-impérialiste Trump-Poutine. Depuis le début du conflit, la Russie bafoue le droit international et en particulier la Charte des Nations unies en Ukraine. Malgré le sursaut européen, Zelensky sait qu'il ne pourra pas se passer du soutien militaire des Etats-Unis. Ceci explique sans doute les discours et positions des divers protagonistes ces derniers jours.

Cependant, l'Europe doit continuer d'affirmer fortement qu'il n'y a qu'un agresseur dans ce conflit, la Russie. Elle doit offrir une réponse qui permette d'aboutir à une paix durable qui ne remet pas en cause l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Or, l'Europe paie aujourd'hui son manque de construction politique depuis des années. Il faut pour cela sortir de la dépendance américaine, être capable de contrer les différentes menaces impérialistes et réaffirmer le droit des peuples à l'autodétermination.

A l'ombre du débat médiatique sur la sidération européenne devant le retournement d'alliance des Etats-Unis, le gouvernement israélien poursuit méthodiquement sa nouvelle phase active de colonisation de remplacement : poursuite des actions génocidaires à Gaza avec destruction de ce qui y reste debout en mettant fin unilatéralement au cessez-le-feu, poursuite du vol des terres de Cisjordanie et attaques meurtrières de l'armée et des colons, notamment à Jénine. Contrairement à l'Ukraine, les démocraties occidentales n'ont affirmé aucune opposition à cette volonté prédatrice américaine sur la bande de Gaza. En France le gouvernement fort d'un arc de forces politiques large incluant l'extrême droite poursuit la criminalisation du mouvement de solidarité à l'égard des palestiniens, globalement accusé d'antisémitisme, assimilant de manière extrêmement malhonnête l'antisionisme (qui est un anticolonialisme) à l'antisémitisme. L'antisémitisme est à l'opposé de nos valeurs comme toutes formes de discrimination.

Le contexte politique européen est lui aussi inquiétant. L'extrême-droite, dont l'ADN est l'antisémitisme et le racisme, gagne du terrain dans plusieurs pays : en Allemagne l'AFD est arrivée 2ème des élections législatives de février, après que le FPÖ est arrivé en tête des élections de septembre en Autriche. Le soutien du camp Trump n'a rien arrangé.

En France également, cela fait des années que nous sommes témoins de la montée et de la banalisation des idées de l'extrême droite. Malgré la fermeture de la chaîne C8, les médias de Bolloré poursuivent leur croisade réactionnaire. Aujourd'hui les agressions d'extrême-droite sont de plus en plus fréquentes, dans l'indifférence de nos politiques, à l'instar de l'attaque contre des jeunes antifascistes à Bagnolet le 16 février.

Nous pouvons tirer un bilan positif de la mobilisation féministe du 8 mars : les cortèges des manifestations étaient partout plus conséquents que l'an dernier, très dynamiques et jeunes. Cependant, après avoir déplié une banderole anti-LGBT au Queernaval de Nice, des groupuscules tels que NousVivrons et Nemesis, qui se prétendent féministes pour diffuser des idées d'extrême-droite, notamment islamophobes, se sont invités dans nos cortèges comme à Paris, Marseille, et Bordeaux. Nous devons contrecarrer leurs idées racistes et dangereuses.

Le SNES condamne le discours néocolonial tenu par Retailleau et Darmanin contre l'Algérie, alors que cela serait davantage du ressort du Ministère des affaires étrangères. L'accroissement des tensions entre la France et l'Algérie sur fond de lutte raciste contre une "submersion migratoire" supposée risque d'aboutir à une impasse extrêmement dangereuse pour la diplomatie française, alors que nous vivons une période de réécriture de l'histoire de la guerre d'indépendance algérienne. De plus, la reconnaissance par E. Macron de la marocanité du Sahara occidental est en contradiction avec les résolutions de l'ONU, piétinant ouvertement le droit international.

Le SNES dénonce notamment l'expulsion violente des mineur-es isolé-es de la Gaîté lyrique ce mardi 18 mars et se bat pour que des solutions d'hébergement et de régularisations correspondant aux demandes des personnes concernées soient proposées. La façon dont sont traitées les personnes migrantes, et singulièrement les mineur-es non accompagné-es, par l'État français est révoltante et inhumaine.

C'est maintenant qu'il faut faire prendre conscience de ce que signifie l'extrême droite et le repli sur soi à celles et ceux qui n'en ont pas encore mesuré les conséquences. En effet, ces idées s'immiscent dans nos salles de classes, dans nos salles des profs, menaçant verbalement et physiquement les communautés scolaires. Le SNES, avec la FSU, doit prendre toute sa part dans cette bataille, notamment par son implication dans le collectif VISA et en outillant les collègues dans leurs pratiques quotidiennes (exemple : boycott des éditions Hachette). Le ministère doit s'engager à défendre ses personnels et les élèves des attaques de l'extrême droite.

Pour toutes ces raisons, le SNES doit tout faire au côté des forces progressistes pour que le 22 mars, journée mondiale contre le racisme et le fascisme, soit une réussite et un temps fort pour dénoncer publiquement les idées racistes et réactionnaires du gouvernement et de toutes les factions groupusculaires. C'est pour cela qu'il est nécessaire de penser à protéger nos locaux, les militant·es et de proposer une formation sur l'organisation d'un service d'ordre en s'appuyant sur l'intersyndicale.

Face à l'obscurantisme et aux projets lucratifs, se mobiliser pour l'urgence climatique

Sur le plan environnemental, les catastrophes dues au réchauffement climatique font désormais partie de notre quotidien. Pourtant, les intérêts particuliers et capitalistes à court terme continuent à primer sur l'intérêt général et à long terme.

La guerre idéologique menée par Donald Trump contre la recherche scientifique est inédite dans une démocratie occidentale. La mobilisation "Stand up for science" du 7 mars a d'ailleurs pris une ampleur internationale qui reflète la gravité des attaques des nouveaux obscurantistes.

Aux États-Unis, l'alliance de Trump, Musk et autres milliardaires est glaçante : mus par leurs seuls intérêts financiers, ils sacrifient au pétrole et au dollar les tentatives de faire baisser les niveaux de gaz à effet de serre. Les milliardaires français ne sont pas en reste : Bernard Arnault était invité à la cérémonie

d'investissement de Donald Trump.

En France, les forces progressistes se mobilisent contre les projets lucratifs mais inutiles, injustes, écocides et climaticides (extension d'aéroport, suppression du fret, augmentation des réseaux autoroutiers, construction du CSNE, bassines...). La victoire contre l'A69 montre que la lutte paie et nous devons nous appuyer sur ce succès pour mobiliser contre les autres projets écocides et inutiles, tels que le grand canal Seine Nord Europe dont les travaux viennent de débuter, la LGV Lyon-Turin ou le projet d'autoroute A133-134 abusivement appelée "contournement Est de Rouen". L'Alliance Écologique et Sociale regroupe plusieurs organisations et associations qui apprennent à travailler ensemble pour défendre notre bien commun. La FSU en est partie prenante (et nous pouvons saluer le travail des militant-es qui s'y investissent). A ce titre, il est de notre responsabilité d'informer et d'élargir nos bases militantes sur ces questions.

Ainsi, le SNES relaiera les informations de l'AES sur son site national et encouragera les sections académiques à faire de même : à s'impliquer dans les collectifs locaux et à diffuser les informations concernant les luttes en cours. Nous diffusons trop peu d'informations à ce sujet, alors que beaucoup de nos collègues syndiqué-es sont prêt-es à se mobiliser autour de ces problématiques. Les lettres du lundi envoyées aux sections académiques doivent contenir un point sur les luttes écologiques.

Parce que nous sommes en guerre (encore), il va falloir se serrer la ceinture...

Nous le savons, et le portons dans nos mandats, urgence sociale et urgence climatique sont intimement liées. Aujourd'hui, l'isolement des milliardaires pour continuer à accaparer les richesses les pousse à favoriser l'installation de pouvoirs autoritaires et à s'allier avec l'extrême droite. A ce titre, le pouvoir des multinationales, et notamment des GAFAM, est dangereux pour nos démocraties (comme l'a souligné Sophie Binet lors de son intervention au congrès de la FSU). En plus des urgences climatiques et sociales, s'ajoute une urgence démocratique face à laquelle notre organisation syndicale doit être pleinement mobilisée.

Au plus bas dans les sondages d'opinion, Macron demeure décrédibilisé et sans appuis. Alors, comme il le fait depuis 2017, surfant de crises en crises (Gilets jaunes, covid, mort de Nahel, inflation, etc...) pour redorer son image et se maintenir au pouvoir, il se transforme cette fois encore en chef de guerre. Il s'appuie maintenant sur le conflit en Ukraine pour entraîner le pays (et toute l'Europe) dans une économie de guerre.

Sans surprise, cela se fera sans augmenter les impôts et encore moins en taxant les riches. Mais avec quel argent alors ? Nul doute que ce sera sur le dos des services publics, des retraites et autres mécanismes de redistribution. Ce qui ne manquera pas d'accentuer le caractère austéritaire de la politique menée par le gouvernement, auquel les services publics, dont l'École, paieront un lourd tribut. Le réarmement ne doit pas être le prétexte à une casse des conquits sociaux (temps de travail, salaires, retraites, protection sociale, services publics) et des droits démocratiques (séparation des pouvoirs, libertés publiques, de la presse, de manifester, etc.). Elle doit au contraire faire l'objet d'un réel débat démocratique (financement, contrôle démocratique des usines d'armement, etc.) pour que puisse se faire entendre notre voix pacifiste, qui ne s'alignera pas sur Poutine, Trump, Macron et Le Pen.

Dans la fonction publique, les agent-es sont victimes d'une nouvelle attaque contre leurs salaires avec l'annonce du gel du point d'indice. A cela vient s'ajouter la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie des fonctionnaires et le maintien du jour de carence. Dans le prolongement de la grève du 5 décembre 2024, le SNES, avec la FSU, doit intensifier sa communication sur le thème "coupables d'être malades" et mobiliser pour s'opposer à cette nouvelle attaque : la prochaine grève du 3 avril doit être une réussite et le point de départ pour de nouvelles mobilisations.

La lutte contre la précarité a toujours été une priorité pour la FSU. Le cas des AESH est devenu emblématique de cette lutte. Les journées d'action sur ce sujet sont trop souvent décidées avec un délai qui ne laisse pas le temps de communiquer et de pleinement réussir ces mobilisations. C'est pourquoi le SNES-FSU se mandate pour anticiper et définir dès maintenant une date nationale de mobilisation qui pourrait

être en mars-avril 2026, afin de disposer du temps nécessaire pour construire une grande journée nationale de revendication AESH pour une école inclusive à la hauteur des besoins, qui s'articulera autour du mot d'ordre suivant : "une école inclusive de qualité nécessite un statut pour les personnels AESH".

Dans l'éducation, le gouvernement poursuit sa politique de suppression de postes, laissant la jeunesse des quartiers populaires sur la touche. Exclure une partie de la population n'a jamais apaisé un climat politique et il est temps d'imposer un autre modèle social afin de répondre aux défis de notre société. Nous avons finalement échappé aux 4000 suppressions de postes initialement prévues. Mais à moyens constants, dans bon nombre d'académies, les DGH sont en berne pour compenser les hausses annoncées dans les territoires les plus défavorisés et nous passons à côté de l'opportunité de profiter de la baisse de la démographie pour abaisser les effectifs par classe, et ainsi améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions d'études des élèves.

Les discours va-t-en guerre de nos dirigeants, Macron à leur tête, doit nous garder en éveil sur l'entrisme du militaire dans nos établissements : forum des métiers où les armées ont leur stand, classes défenses, le SNU 2.0.

Les mesures élitistes et les attaques contre les milieux populaires se poursuivent dans l'éducation nationale : choc des savoirs en collège, suppression du pass culture, parcoursup... Si Elisabeth Borne se fait de plus en plus discrète dans les médias, elle s'est cependant faite entendre avec une nouvelle solution-miracle pour l'éducation nationale : une fouille aléatoire des sacs à l'entrée des établissements. Une fois de plus notre ministère jette un écran de fumée pour occuper le débat public, criminaliser la jeunesse, dédouaner le gouvernement de ses responsabilités et masquer les vraies difficultés auxquelles nous faisons face dans nos établissements et dans nos classes.

Quant à Bayrou, il s'enfonce toujours plus dans le scandale Bétharram : éternel défenseur de l'Église catholique et de ses écoles privées, il ment, dissimule l'horreur et protège l'entre-soi. Les sévices corporels font partie de la conception "éducative" du privé catholique (dressage) à l'opposé de nos conceptions d'une éducation émancipatrice. Nous regrettons que notre syndicat n'ait pas communiqué sur cette affaire et nous revendiquons que des excuses de l'institution soient adressées aux victimes.

Le programme EVARS, devenu un objet de contestation des forces réactionnaires (ED, religieuses...), met une fois de plus les enseignant-es en 1ère ligne face à l'extrême droite. L'État doit prendre ses responsabilités face aux attaques des "parents vigilants" et autres groupes de pression (appel à ne pas mettre ses enfants à l'école le 10 mars). Il doit dénoncer ces attaques et protéger les personnels et établissements qui pourraient les subir. Il doit tout faire pour que le programme soit enseigné, en commençant par former massivement les personnels et donner des dotations fléchées pour les séances obligatoires.

A plus long terme, la commémoration des 80 ans de la création de la Sécu peut devenir une perspective intéressante autour de laquelle nous pourrions développer nos analyses, et ainsi décliner notre communication et des perspectives d'actions concrètes en lien avec les autres OS et les collectifs de défense des services publics.

Pour sortir de la sidération et de l'attentisme dans lequel le contexte politique et international nous plonge, le SNES-FSU continue de s'engager, avec l'IS Fonction publique, dans la défense des services publics. Pour que les journées de mobilisation et d'action soient suivies, il faut dès maintenant lancer un plan d'action et une communication envers les collègues et l'opinion publique. Face à l'obstination de Bayrou de ne pas revenir sur les 62 ans, sur les 90 %, face aux attaques contre nos conquies sociaux, nous devons placer de nouvelles lignes rouges qui serviront d'ultimatum. L'exemple des États-Unis, et la destruction opérée par une ED au pouvoir doit nous alerter et nous pousser à agir autrement que par de simples journées d'action.